Deuxième Commission d'étude: Questionnaire pour la réunion de 2007

Deuxième commission d'étude Droit et procédure civile

QUESTIONNAIRE

SANCTIONS DANS LES CAS D'INACTION DES PARTIES DANS LES ACTIONS AU CIVIL

1. Existe-il dans votre système juridique des règles régissant la procédure avant et pendant le procès qui imposent des délais définitives aux parties pour a) modifier ou amplifier leurs prétentions et moyens de preuve b) recourir à d'autres moyens procéduraux?

2. Le procès compte-il plusieurs audiences au cours desquelles les preuves sont administrées ou votre système juridique limite-il le procès à un certain nombre d'audiences, par exemple «au plus deux audiences»?

3a. Quelles sanctions peuvent être prises contre une partie lorsque elle n'a pas accompli un acte de procédure dans des délais fixés par la loi ou le juge?

3b. Les sanctions similaires sont-elles prévues lorsque une partie utilise les moyens et actes de la procédure dans le but principal et manifeste de la retarder?

4a. Quelles sanctions peuvent être prises par un juge contre un témoin en cas d'absence non justifiée au procès?

4b. Existe-t-il des sanctions appropriées si un expert nommé par le juge ne communique pas son rapport ou tarde à le communiquer sans justification valable?

5a. Quelles sanctions disciplinaires peuvent être imposées à un avocat par des organisations professionnelles lorsqu'il, en représentant la partie, utilise les moyens et actes de la procédure dans le but principal et manifeste de retarder la procédure?

5b. Le règlement concernant la fixation de la rémunération des avocats veille-t-il à ce que les actes de procédure ne soient superflus? Si oui, quelles sont les façons principales qui encouragent les avocats de présenter leurs prétentions et leurs moyens de preuve aussitôt que possible au début de la procédure?

6. Votre système juridique autorise-t-il les juges d'avoir pouvoirs en ce qui concerne la «conduite formelle» de la procédure et d'avoir le contrôle du calendrier et de la durée de la procédure (par exemple en fixant des dates définitives, en refusant toute remise de la cause)?

7. Votre système juridique autorise-t-il les juges d'avoir pouvoir de contrôler le fond de la procédure judiciaire civile, particulièrement en ce qui concerne:

- les pouvoirs de demander aux parties toutes clarifications utiles
- les pouvoirs de les faire comparaître personnellement
- de soulever les questions de droit
- de rechercher les preuves au moins dans les cas où le fond du litige n'est pas à la disposition des parties
- de diriger l'administration des preuves
- d'exclure des témoins si leur déposition éventuelle manque de pertinence par rapport à l'affaire

8. Dans votre système judiciaire les juges ont-ils le pouvoir de décider a) s'il convient de suivre une procédure écrite ou orale b) dans quel cas il y a lieu de recourir à une procédure simplifiée ou questions sont-elles réglementées par la loi?

9. Existe-t-il des restrictions en ce qui concerne le droit des parties de présenter en appel a) les prétentions nouvelles b) les questions de droit nouvelles? Si oui, existe-t-il des exceptions à ce règlement?

II.

1. Existe-t-il des propositions de réforme de la loi afin d'assurer l'efficacité de la justice en imposant des sanctions aux parties dans les cas de l'utilisation abusive de la procédure?

2. Quels sont les points dont vous aimeriez discuter plus en détail?

3. Quel sujet proposez-vous pour la prochaine réunion?

Nina Betetto